Image et statut des femmes dans l'Iran rural : une révolution silencieuse ?

Anne-Sophie Vivier-Muresan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8313>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8313

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2006

Pagination : 151-166

Référence électronique

Anne-Sophie Vivier-Muresan, « Image et statut des femmes dans l'Iran rural : une révolution silencieuse ? », *Études rurales* [En ligne], 177 | 2006, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 08 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8313> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8313

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_177&ID_ARTICLE=ETRU_177_0151

Image et statut des femmes dans l'iran rural : une révolution silencieuse ?

par Anne-Sophie VIVIER-MURESAN

| Editions de l'EHESS | Études rurales

2006/01 - 177

ISSN 0014-2182 | pages 151 à 166

Pour citer cet article :

— Vivier-Muresan A.-S., Image et statut des femmes dans l'iran rural : une révolution silencieuse ?, Études rurales 2006/01, 177, p. 151-166.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

IMAGE ET STATUT DES FEMMES DANS L'IRAN RURAL : UNE RÉVOLUTION SILENCIEUSE ?¹

Anne-Sophie Vivier-Muresan

LE SORT DES FEMMES IRANIENNES est volontiers présenté comme étroitement lié au politique : on oppose les libertés de l'époque du shah aux restrictions de la République islamique comme on oppose les militantes islamistes, associant la défense du tchador à la défense d'un « féminisme islamique », aux femmes combattant pour leurs libertés et leurs droits au nom de valeurs politiques occidentales (droits de l'homme, laïcité, etc.). L'avenir du statut féminin en Iran semble donc inexorablement lié à celui de la République islamique.

Cette analyse n'est certes pas fausse ; pourtant, elle ne reflète pas pleinement la réalité quotidienne de millions de femmes iraniennes. Car la politique n'est pas tout, et, loin de la scène téhéranaise et des luttes dont elle est le théâtre, la société iranienne connaît une évolution lente et discrète qui contribue à façonner le sort des femmes. Dans le monde rural en particulier, les transformations socioéconomiques de ces dernières décennies ont été nombreuses et ne sont pas restées sans impact sur le statut des femmes et sur les représentations qui lui sont associées.

C'est cet aspect souvent oublié que cet article voudrait mettre en lumière. On cherchera surtout à montrer que ces transformations interviennent sans heurts ni conflits et que l'adoption de valeurs nouvelles, tels le travail féminin, la baisse de la fécondité et l'accroissement des soins esthétiques, correspond moins à un renoncement au modèle imposé par la religion chiite et par les traditions locales qu'à un aménagement de ces traditions avec, qui plus est, le soutien des hommes.

Les données de cette analyse proviennent d'un terrain de quinze mois effectué dans une communauté rurale, durant les années 2001-2003, en vue d'élaborer une monographie qui prenne en compte les transformations dues à la modernisation des quarante dernières années. Cette recherche a été conduite à Afzâd, un village de deux cents habitants de la vallée de Kuhbanân (région de Kerman), dans le centre de l'Iran. Il s'agit là d'une région désertique dont la population est entièrement persanophone et chiite et qui, il y a trente ans encore, vivait d'une polyculture de subsistance associée à l'élevage d'ovins et de caprins.

L'agriculture repose aujourd'hui sur un système d'irrigation encore traditionnel : des canaux souterrains amènent l'eau à l'air libre depuis des nappes situées en piémont. Contrairement aux autres régions d'Iran où on pratique l'irrigation, cette vallée semble avoir échappé, du moins dans un passé récent, au système féodal impliquant la domination écrasante d'un grand propriétaire sur l'ensemble de la population paysanne. Afzâd était célèbre

1. Je remercie Rose Marie Lagrave pour sa relecture critique de ce texte.

dans la région pour le nombre élevé de ses petits propriétaires. Le morcellement de la propriété, l'importance de l'irrigation, le faible rendement agricole constituaient le cadre traditionnel de cette société villageoise, qui, dans les dernières décennies, connut des bouleversements induits par l'exode rural et par l'abandon progressif des activités agricoles.

Cette recherche est à prendre pour ce qu'elle est : une étude de cas, laquelle ne peut prétendre rendre compte de l'ensemble du monde rural iranien. Il convient de souligner que la place des femmes de cette région, où la petite propriété domine, ne peut être en tout point semblable à celle qu'elles détiennent dans l'économie rurale de tradition féodale, de rigueur dans la plus grande partie de l'Iran. Toutefois, les heurs et malheurs auxquels ce petit village est confronté depuis deux ou trois décennies, à savoir un exode rural croissant et une modernité de plus en plus envahissante, ne lui sont pas exclusifs. On peut donc supposer que certaines observations relevées ici sont généralisables, du moins en ce qui concerne le monde sédentaire persanophone et chiite.

Je commencerai par présenter l'impact que ces transformations socioéconomiques ont eu sur le statut des femmes de cette région, avant d'évoquer l'évolution de l'image de la féminité liée à la valorisation des études et du travail féminin et au développement du contrôle des naissances encouragé par l'État. Mais au-delà de la question des femmes proprement dite, c'est l'image et la réalité du couple tout entier qui en sont modifiées, ce que je m'efforcerai d'étudier en dernier lieu.

Statut traditionnel des femmes

La société rurale traditionnelle était fortement patriarcale : reposant sur la filiation agnatique et sur la patrilocalité, elle considérait les femmes comme d'éternelles mineures soumises à l'autorité du père ou du mari, tout en les liant étroitement à l'espace du foyer. Mères avant tout, celles-ci devaient se consacrer entièrement à l'éducation de leurs enfants et à l'accomplissement des tâches domestiques. Même leurs activités productrices se déroulaient au sein de la maison : fabrication du pain, barattage du yaourt, entretien des bêtes, travail de la laine et du coton. Les femmes devaient, autant que possible, éviter l'espace public. Assimilées au domaine de l'intime, elles devaient préserver l'honneur du groupe en obéissant à un code de pudeur strict, dont la non-mixité et le respect du port du *hejâb* (vêtement couvrant tout le corps, à l'exception du visage et des mains) étaient les points principaux. La relation entre les époux était définie en termes d'autorité et de complémentarité : au sein du foyer la femme devait être au service de son mari, tout comme ce dernier devait subvenir aux besoins de sa famille².

Les femmes n'étaient néanmoins pas dénuées d'autorité. Outre les revenus qu'apportaient leurs activités productrices, elles jouissaient du droit de propriété et détenaient souvent une part importante des biens fonciers du couple. Leurs possessions provenaient soit d'un héritage – conformément à la loi islamique, les femmes n'héritaient cependant que de la

2. Sur le statut traditionnel de la femme dans l'Iran rural, voir l'étude détaillée de E. Friedl [1989].

moitié de ce que recevaient leurs frères – soit de la pratique du *mahr*. Clause inhérente à tout contrat de mariage, le *mahr* consistait en une liste de biens matériels offerts par l'époux à l'épouse, qui lui étaient restitués intégralement en cas de divorce ou en cas de décès de celui-ci (dont elle n'héritait quasiment rien).

Autrefois, le *mahr* était principalement composé de terres, d'eau d'irrigation³ et de bêtes. Le jeune époux possédant rarement de quoi constituer le *mahr* de sa femme, c'était en général ses parents qui offraient les terres et l'eau, mais qui, pour ce faire, prenaient sur sa part d'héritage. Dans les cas extrêmes, l'époux pouvait, à la mort de ces derniers, ne recevoir que très peu de chose tandis que la femme se voyait seule propriétaire des biens du couple. Dans ce contexte local de petite propriété, les terres se transmettaient donc autant de beaux-parents à belle-fille qu'en ligne agnatique, situation étonnante qui ne pouvait qu'accorder à la femme un pouvoir de décision significatif au sein du couple.

Voici, grossièrement brossé, le statut des femmes dans la société rurale d'il y a trente ans. Dans le village de Afzâd, le déclin récent des activités traditionnelles a contribué à déstabiliser ces rapports de genre.

DÉCLIN DES ACTIVITÉS TRADITIONNELLES

Le premier grand changement a été introduit, à la fin des années soixante, par la création d'une mine de charbon, qui, parce qu'elle leur procurait un revenu stable, attirait tous les petits propriétaires et métayers qui parvenaient difficilement à vivre de leurs terres et de leurs troupeaux. En parallèle, la construction d'écoles

primaires et secondaires dans le village (1963) permettait à un certain nombre de personnes de trouver un emploi dans la fonction publique et offrait à tous le rêve d'une ascension sociale grâce aux études, rêve conforté par la réussite effective de quelques-uns, devenus ingénieurs à Kerman, la grande ville de la région, voire, pour les plus chanceux, à Machhad ou Téhéran.

À partir des années quatre-vingt-dix, à la suite de la guerre Iran-Irak, la conjoncture s'est faite plus difficile et les postes dans la fonction publique plus rares. En effet, outre la situation de crise économique, les familles des martyrs (combattants tués à la guerre) se sont vu accorder des postes, quels que soient les diplômes obtenus par les uns ou les autres.

Aujourd'hui, les jeunes n'en continuent pas moins de tenter leur chance en ville, refusant de partager le sort de leurs pères, prisonniers de la mine ou de la terre. Désormais, les ressources agricoles, quand elles ne sont pas inexistantes (pour 28 % des foyers), ne représentent plus qu'une source secondaire de revenu (pour 64 % des foyers).

Les conséquences de la transformation de l'économie villageoise sont complexes et multiples. Des sources de revenus exclusivement masculines, appelées à jouer un rôle essentiel dans le budget familial, constituent une entrave à l'autorité féminine. Les femmes voient en

3. Dans cette région excessivement désertique, on ne peut pratiquer l'agriculture sans irrigation. L'eau, issue d'une nappe souterraine grâce à des canaux, est répartie entre les agriculteurs, selon un cycle temporel : les parts d'eau de chacun, fruit d'un achat et/ou d'un héritage, sont calculées en temps. Essentielle, l'eau d'irrigation est donc un objet de propriété indépendant des terres possédées.

effet diminuer la part relative de leur contribution aux ressources du foyer, d'autant que, du fait de l'apparition des vêtements et des tissus bon marché issus de l'industrie textile, disparaît, peu à peu, le travail de la laine et du coton. En outre, l'augmentation des revenus masculins rend inutile, ou de faible apport, une telle dépense de temps et d'énergie. Aujourd'hui, les femmes encore familières de ce savoir-faire artisanal (mais qui ne le pratiquent plus) sont âgées d'une cinquantaine d'années au moins.

Le déséquilibre est d'autant plus flagrant que les revenus salariés présentent de nombreux autres avantages dont bénéficie la famille tout entière (assurance maladie, retraite). Par ailleurs, la garantie d'un salaire stable rend désormais inutiles les nombreux déplacements en ville ou dans les régions du nord de l'Iran auxquels les hommes se voyaient contraints. Ne pouvant gagner décemment leur vie au village, ceux-ci avaient coutume de se faire employer comme manœuvres à Yazd ou à Kerman plusieurs mois par an, ou de partir en expédition collective dans l'Azerbaïdjan ou le Khorassan, pour la cueillette du *ketirâ*⁴.

CONSÉQUENCES SUR LE STATUT DES FEMMES

Les femmes ont vu leur vie facilitée mais ont perdu en indépendance et en responsabilités. Conjointement à l'accroissement du revenu des hommes, la baisse de la valeur sociale des propriétés terriennes anéantit l'une des sources de prestige des femmes. Puisque les enjeux de l'économie familiale ne concernent plus la terre, la femme, propriétaire à part entière, perd un moyen important de contrôle sur les décisions de son époux ainsi que sa principale

garantie de liberté et d'indépendance, surtout en cas de divorce, d'abandon ou de veuvage.

La réduction du cheptel a eu des conséquences comparables. Alors qu'autrefois il était fréquent qu'un foyer possède plusieurs dizaines de bêtes, voire une bonne centaine, la plupart des foyers actuels ne possèdent plus que quelques têtes, jamais plus d'une vingtaine, même pour les bergers. Les générations âgées de moins de 40 ans semblent même y avoir définitivement renoncé. Les femmes ont perdu et la responsabilité de l'entretien des bêtes et le revenu qu'elles tiraient de la vente des produits laitiers ainsi que l'autorité que leur conférait la possession d'un tel capital.

La baisse de la valeur sociale du cheptel et de la terre a eu des effets plus pernicieux. Puisque la richesse et le statut ne se comptent plus en arpents de terre, eau d'irrigation et têtes de bétail, on adapte le *mahr* de la femme en prenant, pour valeur de référence, depuis une quinzaine d'années, le *tomân*⁵ puis le *sekke*⁶.

4. *Astragalus gummitus*, utilisé autrefois pour fabriquer une gomme adragante.

5. Monnaie nationale. Ce passage à une monétarisation du *mahr* fut encouragé par l'État il y a un peu plus de trente ans, mais, au début, on se contentait d'estimer en *tomans* les terres et les parts d'eau qui constituaient le *mahr* et dont, sur une feuille séparée, on remettait la liste à la famille de l'épouse. Ce n'est que plus tard, à la suite de la dévalorisation des richesses terriennes, que l'on n'a plus considéré que le montant monétaire.

6. Pièce d'or, équivalant à 95 000 *tomans* (soit environ 150 euros) en 2004. Le passage du *tomân* au *sekke* comme valeur monétaire de référence fait suite à la grande dévaluation du *tomân* dans les années quatre-vingt.

Ce qui le rend purement abstrait. Si, autrefois, le *mahr* ne pouvait être constitué que de terres et de bêtes bien réelles, quitte à ce qu'elles ne reviennent à la femme qu'après la mort de ses beaux-parents, on peut aujourd'hui promettre des sommes très élevées sans avoir de quoi en payer ne serait-ce que le tiers.

À l'heure actuelle, le *mahr* d'une Afzâdi s'élève à 5 millions de *tomans* (soit environ 8 000 euros)⁷ tandis que les jeunes hommes, s'ils ont la chance d'avoir un emploi stable – ce qui est loin d'être la règle – ne touchent pas plus de 150 euros par mois. Il en va de même des parts de maison⁸, encore inscrites dans le *mahr* : correspondant autrefois à un bâtiment bien précis, elles ne représentent plus aujourd'hui qu'un bien hypothétique que l'époux espère acquérir un jour. De véritable capital économique qu'il était, le *mahr* n'est plus qu'un symbole de prestige sans véritable apport pour la femme si ce n'est de la protéger d'un divorce trop facile pour le mari, vu la somme exorbitante qu'il représente.

La baisse des ressources typiquement féminines est cependant compensée en partie par une conséquence du phénomène d'abandon, par les hommes, des activités agropastorales. En effet, même si ces activités perdent en valeur et en vigueur, elles n'en restent pas moins présentes, et la grande majorité des foyers (84 %) possèdent au moins quelques lopins de terres et quelques bêtes. Or le manque de main-d'œuvre se fait cruellement sentir puisque les hommes mûrs sont pris par leur travail salarié, que les jeunes sont partis tenter leur chance en ville et que les bergers, métayers et ouvriers agricoles se font de plus en plus rares.

Au village on ne compte plus que huit métayers, dont quatre font du métayage leur principale occupation et source de revenus, les quatre autres étant également employés à la mine. La seule solution est de solliciter un peu plus les femmes, plus disponibles en raison de l'allègement de leurs tâches traditionnelles. La participation de ces dernières aux travaux des champs est donc plus importante qu'autrefois, comme en témoigne le spectacle de la moisson, travail plutôt masculin mais aujourd'hui accompli par autant de femmes que d'hommes. J'ai même vu, un été, deux jeunes filles de 16 et 20 ans remplacer leurs parents et faire seules la moisson, ce qui les a occupées une semaine durant. L'une était enfant unique, l'autre, benjamine d'une famille dont les frères travaillaient en ville, à Yazd et Rafsandjan, et toutes deux avaient un père ouvrier à la mine.

Le fait que les femmes soient davantage sollicitées pour les travaux agropastoraux leur permet de conserver une certaine autorité au sein de la cellule familiale ainsi que la liberté de mouvement dont sont privées les épouses des jeunes fonctionnaires ayant définitivement renoncé à la terre et aux bêtes, tout comme en sont privées les épouses des jeunes journaliers

7. Pour une jeune fille ayant, au plus, un niveau d'études secondaires et n'ayant pas de métier proprement dit. La valeur du *mahr* augmente bien sûr avec la position sociale de la jeune fille. Par comparaison, le *mahr* d'une Kuhbanâni de niveau bac+2 est aujourd'hui de 20 millions de *tomân*.

8. Une maison peut être divisée en six parts, appelées *dong*, et il est de tradition que le *mahr* comprenne quelques *dong* de la maison de l'époux ou de ses parents si ce dernier ne possède pas de maison indépendante.

émigrés en ville. Isolées dans un milieu urbain qui leur est totalement étranger, ces dernières sont condamnées à attendre un mari aux horaires imprévisibles ; elles se retrouvent seules pour s'occuper de leurs enfants, sans l'aide ni l'expérience de leurs aînées.

Travail féminin, un rêve partagé ?

Dans un tel contexte, on conçoit aisément ce que représente, aux yeux des jeunes filles et de leurs parents, un travail salarié : le désir d'une profession digne de ce nom ne naît pas seulement de l'exemple des jeunes filles exilées en ville et exposées à une totale inactivité. En effet, la dévalorisation des tâches féminines traditionnelles est telle que celles-ci commencent à ne plus être considérées comme un véritable travail : il n'est pas rare d'entendre une jeune fille regretter d'être *bikâr* (sans travail) alors que, du matin au soir, elle aide ses parents aux champs. Pour elle, cette activité n'en est pas une, car, ne lui apportant aucune gratification financière, elle ne lui vaut que peine et vieillissement, sans parler du sentiment d'humiliation que lui fait éprouver sa condition de « paysanne ». Un « vrai travail » doit au contraire libérer la femme de tout effort pénible tout en lui offrant argent, considération et vie sociale.

VALORISATION DES ÉTUDES

On assiste ici à une totale inversion des valeurs : autrefois, le travail salarié féminin était dévalorisant et signe d'une grande pauvreté, qu'il s'agisse d'un travail agricole journalier, surtout durant la moisson, ou, pour les jeunes filles non mariées, d'un travail de domestique auprès d'un citadin aisé. Ces pratiques n'ont pas disparu, du moins

pour ce qui est du travail agricole : il est encore quelques familles très pauvres qui louent les bras de leurs filles à la journée.

Aujourd'hui, le travail salarié, tel qu'il est rêvé par toutes, est une marque de prestige et un atout inestimable sur le marché matrimonial. Associées à la fonction publique et plus particulièrement aux métiers de la santé, de l'enseignement et de la banque, il s'agit de professions marquées du sceau de l'État, donc « certifiées conformes » aux bonnes mœurs islamiques et ne menaçant en rien l'honneur féminin.

Ce rêve n'est pas seulement celui des jeunes filles : il est aussi celui de leurs parents et de leurs prétendants. De fait, contrairement à d'autres régions d'Iran où les époux, parce qu'ils craignent de perdre leur autorité, n'apprécient pas le travail féminin ou un niveau d'études élevé⁹, dans cette région, l'éducation

9. Ainsi de la région de Boir Ahmad étudiée par E. Friedl [1997] et de celle de Bâft (informations orales fournies par Monsieur Kerbâsi, anthropologue à la faculté de sciences sociales de l'Université Shahid Bahonar de Kermân) où l'on cherche à marier les filles dès leur puberté. Je ne saurais expliquer cette différence mais tiens à souligner qu'autrefois les filles des riches propriétaires jouissaient d'une éducation approfondie, apprenant à lire le Coran et la poésie classique. L'ouverture de l'enseignement public aux filles n'a manifestement jamais suscité la moindre protestation, bien au contraire, puisque parmi les étudiants de la première *maktab* (école traditionnelle, tenue par un clerc), ouverte à Afzâd à la fin des années quarante, on comptait déjà un certain nombre de femmes. Il s'agit donc sans doute d'une particularité culturelle relativement ancienne. La valorisation des études et du travail féminin semble être en revanche largement répandue dans la société urbaine postrévolutionnaire, comme l'indique l'enquête menée par A. Kian-Thiébaud [2002 : 166-168].

des femmes est valorisée, surtout dans un contexte de chômage et de difficultés économiques. Le salaire d'une femme est toujours bienvenu, sans parler du prestige lié à l'image d'une épouse cultivée, qui sera plus à même de soutenir ses enfants dans leur scolarité, leur offrant ainsi une plus grande chance d'ascension sociale.

C'est pourquoi le goût des jeunes filles et de leur famille pour les études obéit autant à un besoin d'argent qu'au souci de trouver un mari, en ces années où le choix des époux se rétrécit du fait de l'exode rural et de l'exogamie qui l'accompagne. Alors qu'autrefois les unions matrimoniales s'effectuaient en priorité au sein de la famille élargie, du moins au sein du village, aujourd'hui l'exogamie est davantage valorisée, surtout parmi les jeunes partis en ville : en 2003, 61 % des hommes âgés de 20 à 50 ans et partis en ville se sont mariés hors du village et du groupe parental. Dans ces circonstances, le travail féminin constitue un atout majeur dans les stratégies matrimoniales, seul argument propre à convaincre les jeunes de prendre femme au village. De fait, aucune jeune fille ayant un travail ou faisant des études d'infirmière ou d'enseignante n'est restée sans prétendant.

Toutefois, le désir des jeunes filles d'acquiescer une relative indépendance ne doit pas être négligé. L'une d'elles affirmait préférer un travail à un mari, approuvée en cela par sa mère. Pour elle le spectre d'un mari opiomane ou chômeur était dissuasif. Je ne sais si, dans les faits, cette fille ferait ce choix et si elle serait soutenue jusqu'au bout par ses parents, mais il est déjà significatif qu'elle puisse envisager de renoncer au mariage. En

effet, depuis quelques années, le chômage et la drogue font de véritables ravages au sein de la jeunesse masculine de la région et du village, et l'idée d'un mari opiomane finit par inquiéter plus encore que celle de rester indéfiniment chez ses parents. Le travail serait ainsi perçu comme une sorte de compensation de statut, se substituant au mariage pour apporter à la jeune fille la sécurité et la reconnaissance sociale que celui-ci ne lui offre plus.

Il n'est donc presque pas de jeune fille qui, au sortir du baccalauréat – auquel elles parviennent pour ainsi dire toutes –, ne tente le concours d'entrée à l'université. Bien peu le réussissent malheureusement, et les rares élues doivent souvent poursuivre leurs études dans des villes très éloignées. Pour qu'elles soient, en définitive, munies d'un beau diplôme, les parents préfèrent envoyer leurs filles, seules¹⁰, pendant plusieurs années, à l'autre bout de l'Iran plutôt que de les voir perdre leur temps à la maison.

Maryam, 18 ans, est partie, seule, pour deux ans à Rasht, ville du nord de l'Iran située à vingt heures de bus du village d'Afzâd où elle ne revenait que deux à trois fois par an, pour les vacances. Avant elle, d'autres sont parties pour Zahedan, ville plus proche mais néanmoins située à quelque huit heures de route, et qui, en tant que capitale de la contrebande d'armes et d'opium avec le Pakistan, est tristement réputée pour son insécurité.

10. Les jeunes filles ne sont jamais, bien sûr, livrées à elles-mêmes puisque dans toutes les universités le dortoir est étroitement contrôlé.

L'INDÉPENDANCE FINANCIÈRE :
UN ENJEU CROISSANT

Les quelques femmes qui gagnent le pari difficile de trouver un travail dans la fonction publique accroissent leur influence au sein du foyer. Grâce aux revenus qu'elles apportent, elles conquièrent un droit de regard sur les affaires familiales, et même, en cas de conflit, le pouvoir d'imposer leur volonté à leur époux. Il faut, en effet, respecter les biens de la femme et leur utilisation. Même si ces dernières participent pleinement aux dépenses du foyer, elles parviennent aussi à économiser suffisamment pour assumer des dépenses qui leur sont propres. La marge de liberté des femmes dépend donc aujourd'hui principalement de la bonne volonté de leur mari et de leur autonomie financière.

Le principal enjeu de cette indépendance est le soutien que les filles peuvent apporter à leurs parents, et c'est peut-être pourquoi ces derniers insistent tant pour qu'elles étudient et trouvent du travail. Un conflit latent existerait entre les attentes des parents, qui espèrent de leurs enfants une aide économique, et les intérêts des gendres, peu enclins à accepter un tel sacrifice pour leur belle-famille. Une femme détenant un salaire en propre est libre d'aider ses parents comme elle le souhaite sans que son mari n'ait son mot à dire ; elle est même en cela plus libre que ses frères qui, en tant que chefs de famille, ont une plus lourde responsabilité financière envers leur propre foyer.

Plus généralement, le meilleur moyen, pour les femmes, de thésauriser est d'acheter des bijoux en or. Inexistant il y a encore vingt ans, ou du moins réservé aux femmes riches, l'or

est aujourd'hui une parure obligée et la source d'une certaine indépendance économique, même pour les femmes qui n'ont pas de travail salarié. Boucles d'oreilles, pendentifs, bagues et surtout bracelets représentent, par excellence, le capital que la femme commence à constituer dès son plus jeune âge. Les parents se font fort d'acheter très tôt à leurs filles un bracelet ou un pendentif, qui deviendra leur propriété inaliénable. Plus tard, ils s'efforcent d'augmenter ce capital tout en encourageant chez leurs filles l'esprit d'indépendance. C'est ainsi que Fâteme, 24 ans, avait pour mission de sécher les abricots, dont elle gardait le produit de la vente, parvenant de la sorte à ajouter chaque été un bijou à ses maigres possessions.

Enfin, à l'occasion de son mariage, toute femme peut enrichir son trésor. Depuis une quinzaine d'années, la coutume veut, en effet, que la famille proche du marié et de la mariée offre de l'or au jeune couple, à l'épouse surtout, mis à part les bijoux que le mari lui apporte en cadeau. Pour exemple, le soir de ses noces, Maryam, 20 ans, a reçu dix bagues, sept pendentifs, quatre bracelets et une paire de boucles d'oreilles¹¹.

Mère, oui, mais de deux enfants seulement...

Le désir d'un travail salarié féminin ne peut se comprendre indépendamment de la remise en cause plus profonde de l'image traditionnelle de la femme. Accepter, et même souhaiter, qu'une épouse ait une activité qui la retienne

11. La thésaurisation par le biais des bijoux en or a été également observée en milieu urbain par Z. Kamalkhani [1998].

une demi-journée à l'extérieur va de pair avec une évolution de la division traditionnelle des espaces et des rôles. Quittant l'espace privé pour l'espace public, la femme cesse d'être assimilée aux tâches domestiques, et, plus encore, s'éloigne de son statut de mère toute dévouée à l'éducation de ses enfants. Il ne s'agit toutefois pas d'une confusion des genres : le mouvement est à sens unique, c'est-à-dire que les femmes investissent peu à peu un espace et une fonction jusqu'alors réservés aux hommes sans que les hommes ne prennent pour autant en charge des tâches féminines, ne serait-ce que partiellement.

Les femmes continuent par conséquent d'assurer l'ensemble des travaux ménagers ; elles préparent les repas et s'occupent des enfants. Cette situation est une source de stress pour les jeunes mères qui ne peuvent allier vie professionnelle et vie familiale que grâce à la forte baisse de la natalité observée depuis une dizaine d'années.

La baisse de la natalité est une réalité qui frappe l'observateur de passage à Afzâd. Quand les femmes de plus de 40 ans ont toutes à leur actif une dizaine de naissances, les jeunes mères n'en ont guère plus de trois, et l'idéal de deux enfants se dégage clairement.

BAISSE DE LA NATALITÉ ET PLANNING FAMILIAL

Les causes de cette baisse de la natalité sont difficiles à cerner¹². Après avoir soutenu une politique nataliste tout au long de la guerre contre l'Irak, depuis la fin des hostilités le gouvernement prône le contrôle des naissances. Une politique de planning familial a été mise en place, encadrée avec soin par les petits

dispensaires construits dans les zones rurales, dont le village bénéficie depuis 1998. Outre leurs activités spécifiquement médicales, ces dispensaires assurent la distribution gratuite de contraceptifs ainsi que l'information et le suivi des couples, jeunes et moins jeunes, auxquels on conseille vivement de ne pas avoir plus de trois enfants. L'État a même pris des mesures assez draconiennes, refusant d'accorder pour le quatrième enfant les aides habituelles ainsi que les coupons coopératifs nécessaires pour acheter à bas prix les denrées de base. Après son troisième enfant, on recommande à toute femme de se soumettre à une ligature des trompes, ce que facilite le fait que la césarienne est très répandue : dans une même opération, il est possible de sortir l'enfant et de procéder à une stérilisation¹³.

Les jeunes générations adhèrent assez spontanément au discours gouvernemental, dont les slogans émaillent la vie quotidienne, prenant parfois la forme d'un véritable lavage de cerveau. Répondant à mes questions, nombreux sont ceux qui citaient des formules toutes faites qu'ils disaient avoir lues, pendant des années, sur les boîtes d'allumettes ou sur les murs de la ville, et entendues à la télévision : *bache kamtar, zendegi behtar* (moins d'enfants, vie meilleure). L'école aussi est un outil important de propagande. Les

12. La baisse de fécondité, extraordinairement rapide dans ce village, est comparable à celle que connaît l'ensemble de l'Iran : « Entre 1986 et 1999, la fécondité a baissé de 60 %, passant de 6,4 enfants par femme en 1986 à 2,5 en 1999 » [Ladier-Fouladi 2003 : 31].

13. Selon M. Ladier-Fouladi [2003 : 35-39], la stérilisation serait surtout le fait du monde rural, les femmes urbaines préférant recourir à la contraception.

manuels scolaires ne cessent de vanter l'image de la famille idéale : un père, une mère, un garçon et une fille, idéal revendiqué par tous les jeunes que j'ai interrogés.

CONTRÔLE DES NAISSANCES ET VALEURS D'AUTREFOIS : UNE RUPTURE ?

Il est difficile d'apprécier dans quelle mesure la population a assimilé le discours officiel portant sur le contrôle des naissances. On a l'impression que les plus anciennes générations associent d'une façon confuse et parfois contradictoire les anciennes valeurs et le discours ambiant. On m'a souvent dit, dans la même conversation, que, pour vivre d'une façon aisée il ne fallait pas avoir plus de deux enfants mais que toute idée de contraception devait être rejetée comme un péché, dans la mesure où elle défie la volonté divine. La stérilisation est aussi très couramment désignée comme un « piège tendu à Dieu » (*kalak zadan be khodâ*) tout en étant généralement considérée comme nécessaire.

L'idée qu'il faut ne surtout pas aller à l'encontre de la volonté divine naît aussi de ce que tout enfant est *khoshqadam* (littéralement « bienvenu ») et que Dieu accorde à tout être sa nourriture quotidienne, ce que résume le dicton « *har bache, ye qadam, ye ruzi dâre* » : chaque enfant apporte chance et pitance. Cette croyance, encore très vivante, même parmi les jeunes, n'exclut curieusement pas la conviction que la limitation des naissances est utile. Farziye, 19 ans, m'affirmait ne pas désirer d'autre enfant que son unique fils, âgé de 2 ans, et, dans le même temps, précisait que cet enfant avait été pour son couple une bonne

fortune puisque, peu après sa naissance, ils avaient pu acheter un terrain à Yazd.

Plus largement, lorsque je demandais aux jeunes gens le nombre d'enfants qu'ils désiraient, après avoir avancé le chiffre de 2 ils concluaient souvent par « ce que Dieu voudra », comme s'ils cherchaient à ne pas se mettre en situation de blasphème. Les deux affirmations ne sont d'ailleurs pas forcément contradictoires car la notion de volonté divine est souple et objet de multiples interprétations : puisque Dieu est tout puissant, la contraception réussit seulement si Dieu le veut.

Par ailleurs, il ne faudrait pas croire que les anciennes générations accueillent chaque enfant comme un don du ciel et n'avaient jamais recours au contrôle des naissances. Dans le contexte de malnutrition de l'époque, les femmes, épuisées par les grossesses et l'allaitement, semblent avoir pratiqué l'avortement, surtout en cas de grossesses rapprochées. Quoique l'avortement soit interdit par l'islam, les femmes que j'ai interrogées le jugeaient avec indulgence.

Les techniques d'avortement étaient de deux sortes : l'ingestion d'une décoction à base de pelure d'oignon, de graines de carotte ou de *siâhdune*,¹⁴ ou un effort physique suffisant pour décrocher le fœtus. Si la première technique traduit un acte délibéré, la seconde peut découler d'un risque réel et être à ce titre vécue comme involontaire. Les fausses couches pour raison d'effort physique trop intense étaient, en effet, fréquentes et racontées sans aucune honte.

14. *Vigella sativa* (graine de fenouil), par ailleurs couramment utilisée comme condiment.

L'avortement était donc considéré par ces femmes moins comme un « crime volontaire », tel que l'islam l'entend, que comme un accident que l'on pouvait aider à provoquer et qu'aucune réelle différence de nature ne sépare de la fausse couche, dont la dénomination (*sekte*) est d'ailleurs la même en persan. Cette proximité sémantique contribuait à déculpabiliser les femmes, menacées qu'elles étaient par ces grossesses épuisantes et répétitives ; celles-ci voyaient dans l'avortement un acte salutaire.

LA MATERNITÉ : FIN D'UNE ÉVIDENCE

Si, autrefois, le contrôle des naissances n'était qu'un moyen immédiat d'échapper à la misère, aujourd'hui il s'agit d'un acte volontaire qui répond au modèle culturel dominant d'un certain confort de vie.

Ce choix semble correspondre chez les jeunes femmes au refus d'assumer les contraintes liées à la fonction maternelle. L'une de mes interlocutrices m'a avoué avoir longtemps résisté au désir d'enfant qu'exprimait son mari parce qu'elle ne voulait pas voir une naissance réduire sa vie sociale, primordiale pour elle. Aux difficultés de la maternité s'ajoute la pratique de plus en plus répandue de la césarienne, intervention qui immobilise la femme durant de longues semaines¹⁵.

Ce qui a changé, c'est que, désormais, pour les femmes, la mission de mère a cessé d'être la plus valorisante : elles recherchent d'autres satisfactions. C'est là l'occasion d'un conflit avec la génération qui les a précédées. Le souci du regard d'autrui est tel que les jeunes deviennent souvent parents dès la première année de leur mariage, cédant ainsi

à la pression familiale. Mais, pour autant, ils tardent à élargir la fratrie.

Ce conflit intergénérationnel n'est pas l'apanage des femmes. Les hommes sont partie prenante puisque, soucieux d'un emploi stable et d'un logement fixe, ils souhaitent, tout comme leur épouse, attendre quelque temps avant d'avoir des enfants. Le fait est relativement récent. J'ai recueilli plusieurs témoignages de femmes d'un certain âge qui disent avoir longtemps pris la pilule en cachette de leur mari, de peur que celui-ci ne s'y oppose mais, sans doute, aussi, par simple pudeur. Que les hommes soient associés à ces questions est une réalité nouvelle qui les introduit dans un domaine que leur seule présence interdisait d'évoquer.

La pilule est encore très mal acceptée par les femmes : on l'accuse de rendre stérile – surtout si elle est utilisée avant la naissance du premier enfant – ou, à tout le moins, de provoquer nombre de maux (maladies de peau, nausées, œdèmes, troubles nerveux). Aussi les moyens de contraception les plus répandus sont-ils le préservatif ou, plus couramment, les méthodes dites naturelles.

L'État, lui-même, a compris, depuis quelques années, la nécessité d'impliquer les hommes dans le contrôle des naissances : alors que l'éducation prénuptiale ne passait autrefois que par la femme, le futur époux est aujourd'hui convié à assister à la petite séance d'information organisée par les dispensaires de Kuhbanân.

Ce comportement renvoie à une évolution plus profonde des représentations liées à la

15. Sur la généralisation de la pratique de la césarienne en Iran, voir L.D. Kotobi [1998].

procréation, à la féminité, à la virilité et aux relations conjugales. En soutenant son épouse dans le déni des référents traditionnels qui l'enferment dans la maternité, l'homme révèle son propre désir de voir sa femme se conformer à un autre modèle de féminité, d'autant plus valorisé qu'il est importé de la culture urbaine.

Le couple, une réalité nouvelle

Les nombreuses maternités semblent peu compatibles avec l'image de la femme « jeune et jolie » qui s'impose progressivement. Si la beauté a toujours été une préoccupation essentielle dans la culture traditionnelle¹⁶, elle n'intéressait, dans le monde rural, que les jeunes gens non encore mariés. La poésie populaire ne loue, en effet, que la beauté des *nânzâd*, ces « fiancés » qui se promettent l'un à l'autre, suivant en cela leurs émotions. Une fois mariés, l'homme et la femme devaient oublier pareilles futilités, absorbés qu'ils étaient par les difficultés quotidiennes.

BEAUTÉ ET FÉMINITÉ

Aujourd'hui, la beauté représente plus largement un idéal féminin, comme en témoigne le développement important des soins du corps, à commencer par l'épilation.

Si l'épilation du visage a toujours été une pratique scrupuleusement observée par toutes les femmes, sa fonction était surtout sociale en ce qu'elle distinguait les femmes mariées des jeunes filles. Aujourd'hui, elle ne concerne plus seulement le visage mais aussi les bras et les jambes, soit des parties voilées qui ne véhiculent aucune information de nature sociale. Les bras et les jambes ne recèlent cependant

pas la charge symbolique du pubis, que l'on épilait déjà autrefois. L'épilation de ces parties du corps n'est en réalité qu'esthétique et destinée au seul plaisir de l'époux.

L'idée même de se mettre entièrement nue devant l'autre est très récente. Les critères de beauté féminine, qui autrefois ne portaient que sur le visage, les cheveux et la peau, voire la silhouette, portent aujourd'hui sur l'ensemble du corps, bouleversant ainsi les anciens codes de pudeur.

Les anciens critères de beauté ont, eux aussi, changé. L'idéal de blancheur, s'il reste ancré dans les esprits, cohabite avec celui d'une peau mate, influence directe de la culture occidentale. Le traitement dont les cheveux font l'objet est particulièrement représentatif. Tandis qu'autrefois on ne rêvait que de longs cheveux tressés en une lourde natte, on opte aujourd'hui pour des coupes courtes, au carré ou « à la garçonne ». De plus, si la teinture au henné était destinée aux cheveux blancs des vieilles femmes, il est à la mode désormais de se blondir les cheveux, quel que soit l'âge. Ces soins des cheveux sont toutefois réservés aux femmes mariées et, comme l'épilation, symbolisent ce statut : il est courant qu'une jeune épouse apparaisse, peu après son mariage, les cheveux courts et teints.

Contrairement à la tradition, c'est dorénavant la femme mariée, qui, plus que la jeune fille, est légitimée à incarner la beauté. Le maquillage, le port du pantalon, d'habits étroits et de talons marquent le passage d'un statut à l'autre. Cette tenue proprement citadine le cède rapidement aux habits traditionnels, surtout si la jeune mariée doit reprendre les travaux des

16. Voir, à ce propos, les travaux de N. Jozani [1996].

champs. Elle réapparaît néanmoins à la première occasion, lors des mariages et autres fêtes, soulignant le fossé qui sépare les jeunes filles des femmes mariées.

De façon générale, les femmes tendent à se mettre de plus en plus à l'aise quand elles sont seules chez elles ou en présence d'intimes¹⁷. Alors que les anciennes générations ne quittaient jamais leur vêtement ni leur foulard, pas même pour dormir, les nouvelles générations préfèrent libérer leurs cheveux et circuler en tenue plus légère dès que cela leur est possible. Ce privilège est toutefois réservé aux femmes mariées, signe d'une féminité accomplie.

Dans ce contexte, l'esthéticienne devient une figure incontournable. Il existait bien, autrefois, quelques femmes plus expertes que d'autres dans les soins du corps, mais leur rôle se limitait à la préparation des futures mariées et ne constituait pas en soi une profession. Aujourd'hui, être esthéticienne signifie avoir son propre salon, posséder une réelle formation et satisfaire à cette nouvelle demande.

Les femmes justifient ces soins par le désir de plaire à leur mari. Quant aux hommes, ils se montrent effectivement sensibles aux nouveaux canons de la féminité et tiennent à ce que leurs épouses s'y conforment. On m'a ainsi confié, à plusieurs reprises, que des maris reprochaient à leur femme de n'être pas suffisamment épilée.

LE COUPLE, UNE COMPLICITÉ NOUVELLE ?

À travers les soins prodigués au corps se révèle donc un nouveau mode relationnel au sein du couple. Quand celui-ci était autrefois principalement soudé par le lien vertical qui l'unissait aux enfants, il se découvre aujourd'hui un

lien direct, que l'on pourrait qualifier d'« horizontal ». De père et de mère qu'ils étaient surtout, l'homme et la femme se pensent de plus en plus en époux et épouse.

Ce n'est pas que la société traditionnelle ait ignoré la tendresse entre époux. En témoignent de vieux couples que j'ai pu observer ; en témoignent également les vers de la poésie populaire chantant les délices de l'amour. Au début du mariage, toutefois, la relation conjugale était principalement faite de respect et d'obéissance. La passion telle qu'évoquée par la poésie était loin d'être une réalité pour les jeunes fiancés, les jeunes filles surtout, souvent mariées contre leur gré.

Sans prétendre que les jeunes couples d'aujourd'hui baignent dans le romantisme le plus parfait – loin s'en faut, les valeurs traditionnelles sont encore très prégnantes – on ne peut nier le fait qu'ils aspirent à un autre mode relationnel que celui que connurent leurs aînés. La plupart des jeunes filles admettent que, certes, une femme se doit d'obéir à son mari mais que cette obéissance doit reposer sur l'amour plus que sur la crainte ; les hommes, quant à eux, doivent respecter davantage leurs épouses, ce qui, selon elles, est le cas des jeunes d'aujourd'hui.

La noce est l'occasion d'affirmer haut et fort cette nouvelle image du couple. À commencer par les faire-part, qui rivalisent désormais de romantisme. Lors de la cérémonie, on aime à respecter des coutumes empruntées à la culture

17. On entend par là la catégorie des *mahram*, c'est-à-dire, selon la terminologie islamique, les personnes du sexe opposé avec lesquelles on n'est pas tenu de se conformer au code de pudeur le plus strict (pour une femme : père, frère, grand-père, oncle, neveu, fils et petit-fils).

urbaine, symbolisant la solidarité entre époux : s'échanger les alliances, se pencher ensemble sur le Coran pour en lire des versets. Ces scènes sont devenues des moments clés de la noce, qu'il convient de photographier et de filmer avec soin. Clou de la cérémonie, une promenade symbolique dans la verdure (il s'agit parfois de faire le tour du jardin familial) prend une allure toute citadine : l'homme est en costume, la femme en robe blanche et chaussures à talons.

Sans entrer dans le détail de l'intimité des couples, on peut cependant relever quelques signes d'une réelle évolution dans les relations conjugales. J'ai ainsi été témoin de gestes très complices entre des époux. Cette liberté est toutefois encore peu habituelle et souvent liée à une expérience urbaine.

Arrêtons-nous sur les « promenades en amoureux » : ils sont de plus en plus nombreux ceux qui, possédant un quelconque moyen de locomotion, partent se détendre, volontiers à trois ou quatre couples amis, à Bibi'Esmat, mausolée de la région également connu aujourd'hui comme lieu de détente, ou dans l'un des hameaux désertés des vallées voisines.

Depuis toujours compagnons de travail, les époux sont de plus en plus compagnons de loisir. Fait nouveau : quelques hommes choisissent de passer la majeure partie de leur temps libre chez eux pour bricoler. Ainsi investissent-ils la maison de valeurs masculines tout en échappant à la réputation d'oisifs qui, en général, colle à la peau des hommes casaniers. Ils sont relativement jeunes (40 ans ou moins) et se veulent d'une culture citadine du fait de leurs diplômes et de leurs emplois dans la fonction publique. Leurs femmes ne sont pas originaires du village,

et de ce fait peu intégrées dans les réseaux locaux de sociabilité. Le couple vit parfois en vase clos, ne quittant la maison que pour les promenades dans les environs ou pour rendre visite à des parents ou à des connaissances en ville.

Conclusion

Exode rural, crise économique, influence de la culture urbaine : tel est le contexte dans lequel les femmes, sans abandonner les valeurs anciennes attachées à leur sexe, ont aspiré à un mode de vie différent.

Grâce à l'éducation, et un emploi salarié pour certaines, elles accèdent plus largement à l'espace public et acquièrent plus d'autonomie et de responsabilités (que l'on songe à ces jeunes filles parties étudier seules à l'autre bout de l'Iran). Celles qui parviennent à toucher un salaire peuvent faire entendre plus facilement leur voix au sein du couple, mais, rappelons-le, elles ne font là que suivre les traces de leurs mères, lesquelles, du fait de leurs possessions foncières, jouissaient déjà d'un certain pouvoir de décision.

Sans renier leur rôle de mère, elles ont, dès qu'elles en ont eu les moyens, exprimé le désir de maîtriser leurs grossesses et ont été en cela assez bien suivies par les hommes. Hommes et femmes s'entendent, en effet, sur une nouvelle image de la femme et du couple. De mère qu'elle était, la femme est de plus en plus considérée comme une compagne.

Trop souvent oubliées dans les analyses sociologiques contemporaines, ces femmes des campagnes iraniennes sont en train de contribuer silencieusement à l'évolution de leur statut dans ce pays.

Bibliographie

Friedl, E. — 1989, *Women of Dek Koh*. Washington et Londres, Smithsonian Institution Press. — 1997, *Children of Deh Koh. Young Life in an Iranian village*. New York, Syracuse University Press.

Jozani, N. — 1996, *La beauté menacée : anthropologie des maladies de la peau en Iran*. Téhéran, Institut français de recherche en Iran.

Kamalkhani, Z. — 1998, *Women's Islam, Religious Practice among Women in Today's Iran*. Londres et New York, Kegan Paul International.

Kian-Thiébaud, A. — 2002, *Les femmes iraniennes entre islam, État et famille*. Paris, Maisonneuve et Larose.

Kotobi, L.D. — 1998, « Gestion de la santé au féminin : de la tradition à la modernité », in N. Yavari-d'Hellencourt ed., *Les femmes en Iran. Pressions sociales et stratégies identitaires*. Paris, L'Harmattan : 67-80.

Ladier-Fouladi, M. — 2003, *Population et politique en Iran*. Paris, INED, « Cahier de l'INED n° 150 ».

Résumé

Anne-Sophie Vivier-Muresan, *Image et statut des femmes dans l'Iran rural : une révolution silencieuse ?*

La société rurale iranienne a connu, durant les dernières décennies, de profonds bouleversements liés à l'exode rural et à l'emprise croissante de l'influence urbaine. Ceux-ci ont entraîné une transformation progressive des valeurs et des structures sociales, en particulier dans les rapports de genre. Notre terrain porte sur un village de la région de Kerman, au centre du pays. Dans le nouveau contexte économique, pour les femmes, un niveau d'études élevé et une activité salariée sont de plus en plus valorisés, tandis que le contrôle des naissances contribue à remettre en cause l'association traditionnelle entre statut féminin et sphère domestique. Plus largement émerge une nouvelle conception de la féminité, de la famille et du couple, dans laquelle une plus grande place est accordée au sentiment amoureux.

Mots clés

contraception, éducation, indépendance financière, Iran, société rurale, statut féminin

Abstract

Anne-Sophie Vivier-Muresan, *The Image and Status of Women in Rural Iran: A Silent Revolution?*

During recent decades, rural society in Iran has experienced upheaval owing to emigration and the increasing influence exercised by urban centers, which have gradually changed social structures and values, especially in gender relations. Fieldwork was carried out in a village in the Kerman area in central Iran. In the new economic context, both a high level of education and wage-earning are valued for women; and birth-control is undoing the traditional association between their status and the household. New conceptions of womanhood, the family and the couple are emerging with more room for feelings of love.

Keywords

birth-control, education, financial independence, Iran, rural society, women's status